



%

lignes d'attac

Idées reçues sur la dette grecque
Code du travail : avis de tempête
Naomi Klein : tout peut changer
Un mouvement climatique
Dossier : les multinationales

numéro 101 avril 2015

*Aidez les banques
à payer
leurs impôts*

Quelques dates

10 au 17 juillet 2015
8ème AlterVillage d'Attac
à Ferme La Borie-Haute (46)

25 au 28 août 2015
14ème Université citoyenne d'Attac
à Marseille (13)

30 novembre au 11 décembre 2015
COP 21 au Bourget (93)

Dernières publications

**Les naufragés
du libre-échange**
Attac France
Editions LLL



Le livre noir des banques
Attac & Basta
Editions LLL



Nos publications sont disponibles
sur notre site <http://attac.org/V4dc>
ou materiel-militant@attac.org

Assemblée générale 7 juin 2015

Avec ce numéro de *Lignes d'Attac*,
vous trouverez le dossier de l'AG
à laquelle vous êtes invité.e à participer.
Nous vous demandons de lire avec attention
et de respecter les indications données
pour que votre vote puisse être pris en compte.
Vous devez utiliser pour voter l'enveloppe
pré-imprimée, identifiée par votre numéro
d'adhérent, jointe à cet envoi. Pour garantir
la confidentialité de votre vote (c'est un droit,
non une obligation), vous pouvez placer votre
bulletin de vote figurant dans la brochure,
dans une enveloppe anonyme fermée
(inutile de la cacheter), puis mettre celle-ci
dans l'enveloppe pré-imprimée qui, elle,
doit être bien sûr cachetée et timbrée.
Vous devrez la poster avant le 15 mai à minuit.
**Attention, cette enveloppe est exclusivement
destinée au bulletin de vote.**

Si vous n'avez pas encore acquitté votre
cotisation 2015, faites-le dans les plus brefs
délais, sinon vous ne pourrez ni voter,
ni participer physiquement à l'AG. Utilisez
le bulletin de renouvellement de cotisation
qui se trouve dans la brochure.

**% bulletin d'abonnement
lignes d'attac**

nom
prénom
adresse

code postal ville
courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€
- abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

date

signature

ci-joint chèque bancaire ou postal
à l'ordre d'Attac à retourner à

**Attac
service abonnements
60643 Chantilly cedex**

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
**est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.**
**Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques**

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Thomas Coutrot
rédacteur-graphiste
Wilfried Maurin
maquette express
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction
de ce numéro
**Bertrand Abhervé, Sylvie
Agard, Nikolaz Berthomeau,
Eve-Marie Boucher, Hélène
Cabioch, Thomas Clerget,
Maxime Combes, Lucile
Falgueyrac, Nicolas Haeringer,
Jean-Marie Harribey, Frédéric
Lemaire, Jean-Marie Malo,
Olivier Petitjean, Jeanne
Planche, Wilfried Maurin,
Hervé Thomas**
sauf mention contraire,
tous les rédacteurs.trices
sont membres des instances
et commissions d'Attac

couverture
Jean-Paul Duarte
collectif à-vif(s)

illustrations
Charlotte Planche

impression
Expressions II Paris
société coopérative ouvrière
de production
10 bis rue Bisson
75020 Paris
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel
4 numéros : 20€

dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0514G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

Du côté de l'Acropole et de la place de la République



Genevieve Azam,
Thomas Coutrot,
et Dominique Plihon
porte-parole d'Attac France

Dans une Europe soumise au chaos des politiques néolibérales, la victoire de Syriza en Grèce est un événement. Dans un pays meurtri, les luttes collectives et les expériences d'auto-organisation ont trouvé une expression politique. La stratégie du chaos, qui met un peuple à terre pour mieux lui imposer de se soumettre aux oligarchies qui le gouvernent, a été mise en échec. La démocratie, confisquée par la Troïka et ses supporters, devient à nouveau un horizon possible. C'est un immense premier pas. Enfin, l'austérité apparaît pour ce qu'elle est : un choix politique, au service des classes dominantes, qui s'abrite sous des pseudo-expertises. C'est la même chose pour la dette financière : l'acharnement à demander à la Grèce de poursuivre le programme de financement et d'ajustement imposé par Bruxelles, tout en sachant que ses conditions ne peuvent être honorées, exprime mieux que nombre de discours à quel point la dette est la corde au cou des peuples.

Le gouvernement grec s'est engagé à mener des réformes structurelles, pour précisément sortir de cette dette financière : réforme du cadastre, réforme fiscale. Autant de réformes que la Troïka n'a pas menées, tout en reprochant aux Grecs leur incurie ! Elle ne les a pas menées, car elles vont à l'encontre du néolibéralisme qui se nourrit de la destruction des institutions, de leur dysfonctionnement, laissant aux marchés financiers le soin de s'appropriier et gérer les biens communs.

Nous apportons notre soutien à la société grecque qui a permis la victoire de Syriza. Nous soutenons le gouvernement grec dans le rapport de force qu'il a engagé avec les institutions et les Etats européens. Nous en mesurons les enjeux et les difficultés, pour la Grèce, pour l'Europe. Comme l'écrivait Yannis Varoufakis, ces négociations ne sont pas un jeu de poker menteur, car il ne s'agit pas de se partager une manne. Les joueurs sont à nu : d'un côté un peuple qui demande le respect de sa démocratie et de ses choix, de l'autre des Etats et des institutions qui croient avoir gravé dans le marbre des traités les politiques d'austérité.

Cette victoire de Syriza dépasse la Grèce. Des représentants de Syriza, de Podemos sont venus à Tunis, pour le Forum social mondial. Nous regardons du côté de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, et nous soufflons, partout où nous le pouvons, pour amplifier ce vent de libération d'un dogme meurtrier. Nous avons beaucoup à faire en France, tant soufflent des vents contraires ! Le Parlement a été supplanté pour faire passer la loi Macron, les actes islamophobes et antisémites se propagent et nourrissent une politique sécuritaire, l'extrême droite se dit prête à ramasser les morceaux. Alors, au lieu de réduire les manifestations qui ont suivi les attentats de janvier à un moment fugace d'union nationale, ou à l'expression d'émotions individuelles, voyons-y plutôt l'expression d'un besoin collectif d'être ensemble et avec des inconnus face à l'inadmissible. C'est ce souffle-là qui nous réjouit et que nous voulons amplifier.



“L’espoir l’a emporté sur la peur” Trois questions à Thanos Contargyris d’Attac Grèce

Quelle a été la réaction en Grèce à la victoire de Syriza ?

La victoire de Syriza a été accueillie avec beaucoup de soulagement, un sentiment d’honneur retrouvé et de libération vis-à-vis d’une caste politique dont personne ne voulait plus. L’espoir l’a emporté sur la peur, et la victoire de Syriza a été plus large que prévue par les sondages. Pour autant, les Grecs sont conscients que le plus dur reste à faire pour qu’advienne un véritable changement en Grèce comme en Europe.

Syriza a d’emblée été confrontée à la difficulté de constituer une majorité, former un gouvernement, prendre des contacts diplomatiques et exposer à ses partenaires européens les revendications et propositions grecques sur la dette et sur l’austérité. L’opinion publique grecque a, dans son ensemble, apprécié l’efficacité et le style nouveau du gouvernement, ainsi que sa détermination à appliquer son programme de Thessalonique – même s’il ne s’agit, à ce stade, que d’annonces. Cela s’est traduit par la tenue de manifestations de soutien, massives et spontanées, pendant les semaines qui ont suivi les élections, ainsi que des sondages donnant 70 à 80 % d’opinions favorables.

Le gouvernement grec a dû batailler avec l’Eurogroupe et a finalement conclu un accord le 20 février pour prolonger le programme de financement du pays. Pour certains, il s’agirait d’une “capitulation”, pour d’autres une façon d’“acheter du temps” en attendant de futures négociations. Qu’en est-il vraiment ?

Pendant les semaines qui ont suivi les élections, le gouvernement grec, sous la menace d’un étouffement financier, a dû batailler seul contre les autres gouvernements européens. Avec l’accord du 20 février, il a obtenu des marges de manœuvre pour revenir à la charge mieux préparé et, il faut l’espérer, avec un rapport de force plus favorable. Il a dû faire des concessions importantes, mais leur durée de vie est limitée à quatre mois, et elles ne mettent pas en péril le mandat du gouvernement, qui est de quatre ans. Après cinq ans d’austérité dure et

injuste, les Grecs ne s’attendaient pas à un miracle. Ils ont conscience du rapport de force défavorable en Europe, mais l’espoir d’un avenir meilleur demeure.

Certains se réjouissent d’une “capitulation” du gouvernement. A commencer par les gouvernements espagnols, portugais ou allemands qui ne veulent pas entendre parler d’une véritable alternative de gauche en Europe. En France, l’idée d’une “capitulation” fait l’affaire de Le Pen, mais aussi de la droite du Parti socialiste, qui a renoncé à toute politique alternative en Europe.

Miser sur un échec du gouvernement grec est un pari dangereux qui contribue, en Grèce comme en Europe, au rejet des institutions européennes. Déjà, l’inflexibilité de l’Eurogroupe renforce l’hypothèse d’une sortie de la zone euro en Grèce, qui commence à faire son chemin. A quel coût la Grèce peut-elle se maintenir dans l’Euro ? C’est l’enjeu des quatre prochains mois. Et ce n’est qu’à ce terme que nous pourrions juger si la Grèce a “capitulé” ou simplement gagné du temps pour revenir à la charge.

Quelle est ta perception de l’évolution du rapport de force dans les négociations européennes ? Penses-tu qu’une issue favorable est possible dans les prochains mois ?

Pendant les quatre prochains mois, le gouvernement grec va tenter de mettre en œuvre son programme, en évitant d’entrer en conflit ouvert avec ses créanciers européens. Il a de quoi faire : lutter contre la corruption, la fraude et l’évasion fiscales, répondre à la crise humanitaire, ou encore revenir sur les licenciements abusifs dans le secteur public, la fermeture de la télévision publique, le bradage des entreprises publiques... L’accord du 20 février marque cependant le début d’un bras de fer entre le gouvernement grec et ses créanciers. Les pressions financières devraient se poursuivre pendant les quatre prochains mois pour que la Grèce applique des mesures telles que le démantèlement du droit du travail, la réforme des retraites, l’accélération des privatisations...

Au terme de cette période, la Grèce pourrait bien se trouver devant le dilemme suivant : ou bien accepter un nouveau plan d’austérité sur trois ans, accompagné d’un nouveau prêt de plusieurs dizaines de milliards d’euros sans aucune remise de dette ; ou bien faire défaut, négocier ainsi la restructuration de sa dette publique et, très certainement, sa sortie de la zone euro. Cette dernière serait alors présentée comme une sanction exemplaire pour éviter toute future remise de dette dans la zone euro. C’est pourquoi les quatre prochains mois devront être utilisés par le gouvernement grec pour préparer très sérieusement un plan B, dans le cas où un accord avec ses partenaires européens s’avère impossible. En l’état actuel du rapport de force en Europe, c’est, malheureusement, une hypothèse qu’on ne peut plus exclure. Mais une issue favorable est aussi possible. Dans les prochains mois, des événements tels que des mobilisations citoyennes en Europe ou les élections en Grande-Bretagne et en Espagne pourraient contribuer à modifier le rapport de force. Et faire apparaître les positions grecques pour ce qu’elles sont : des solutions raisonnables à la crise européenne.

Propos recueillis par Frédéric Lemaire

Grèce : les quatre prochains mois seront une période de vérité

CC Thierry Ehrmann



Les interprétations divergent au sujet de l'accord passé le vendredi 20 février entre le gouvernement grec et ses crédateurs. Certains commentateurs se réjouissent d'une "capitulation" de la Grèce, qui sonnerait le glas des espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir de Syriza. Mais pour Alexis Tsipras et certains de ses soutiens, il s'agit d'une première victoire diplomatique contre l'austérité imposée par la Troïka. Qu'en est-il vraiment, et en quoi consiste l'accord du 20 février ?

Au terme d'âpres négociations avec ses créanciers, le gouvernement grec a obtenu, pour quatre mois, le programme de financement du pays, évitant ainsi un probable défaut de paiement. En échange, il s'engage à ne prendre aucune mesure unilatérale qui mettrait en danger les objectifs budgétaires fixés par les crédateurs. Concrètement, cela contraint le gouvernement à renoncer à plusieurs de ses engagements, à commencer par la remise en cause des privatisations en cours. L'augmentation du salaire minimum est renvoyée à des consultations avec les *partenaires sociaux* et les institutions européennes et internationales. Le gouvernement s'engage à ce que la *lutte contre la crise humanitaire* n'ait pas d'*effet budgétaire négatif*, et à exclure toute dépense supplémentaire dans le cadre des réformes de la fonction publique et du système de santé.

Ce recul rend compte du rapport disproportionné entre les crédateurs de la Grèce, arcs boutés sur l'impératif de rigueur budgétaire à tout prix, et un gouvernement grec isolé, acculé par la Banque centrale européenne et confronté à la menace d'une grave crise financière. Pour Thanos Contargyris d'Attac Grèce, il s'agit d'un moindre mal : à travers des concessions limitées, le gouvernement grec se donne du temps pour revenir, dans de meilleures conditions, à la table des négociations. C'est aussi l'avis des philosophes

Balibar et Mezzadra, pour qui les mouvements sociaux européens, ou encore l'émergence de Podemos, pourront contribuer à changer le rapport de force en Europe.

Pour la gauche de Syriza, il s'agit d'un mauvais calcul : en refusant de jouer pleinement la confrontation avec l'Eurogroupe, le gouvernement grec a manqué l'occasion de mettre à profit son crédit post-électoral dans les négociations. A l'inflexibilité des crédateurs, il aurait dû répondre par un refus catégorique de remettre en cause son programme. Quitte à envisager de "renverser la table", comme dirait Frédéric Lordon : faire défaut, sortir de l'euro... et assumer des conséquences économiques et politiques difficiles à évaluer.

La mise en place d'une politique alternative en Europe est-elle compatible avec le maintien dans la zone euro ? C'était le pari de Syriza. L'accord du 20 février n'a encore rien tranché et les quatre mois qui suivent seront, à cet égard, une période de vérité. Un échec du gouvernement grec porterait un coup considérable à l'idée d'une alternative politique progressiste à l'austérité. Mais le pire n'est jamais certain : c'est aussi notre responsabilité de tout faire pour que l'espoir né en Grèce vive et s'empare de toute l'Europe.

Frédéric Lemaire



Nadia Khiari

Code du travail avis de tempête !

Code du travail : avis de tempête !

Pour cette année 2015, le monde du travail est dans le viseur du gouvernement. Avec la "modernisation du dialogue social" et les surprises de la loi Macron, deux premiers fronts sont ouverts, tandis que l'exécutif ne cache pas sa volonté d'enclencher une nouvelle salve de "réformes structurelles". Aura-t-il les moyens de poursuivre son coup de force politique ?

Décidément, le discours du Bourget prononcé par le candidat Hollande est aujourd'hui bien loin... de plus en plus loin. Cédant aux injonctions répétées d'une Commission européenne obsédée par les réformes structurelles – expression désignant pudiquement la refonte des règles du marché du travail –, l'exécutif assume sa ligne néo-libérale et poursuit son travail de sape du droit social, amorcé en 2013 avec la transcription législative de l'Accord national interprofessionnel (ANI).

Persistant à considérer les protections des salarié.e.s comme un obstacle à la performance des entreprises ainsi qu'à leur "compétitivité", retournement majeur qui matérialise à lui seul le divorce du président Hollande avec tout idéal de justice sociale, le gouvernement dégage une nouvelle série de mesures qui menace encore un peu plus d'affaiblir le droit des travailleurs et de précariser leur condition.

Faire tomber les tabous

La couleur avait été annoncée peu après la nomination du premier gouvernement Valls. Dès le mois de mai 2014, François Rebsamen, nouveau ministre du Travail, faisait un tollé jusque dans son propre camp en proposant une suspension des seuils sociaux en entreprise, qui déclenchent notamment la mise en œuvre des institutions représentatives du personnel (IRP). Quelques mois plus tard, l'ancien maire de Dijon récidivait, réclamant un *renforcement du contrôle des chômeurs* par Pôle emploi. Les quelques cinq millions de demandeurs d'emploi auront apprécié...

Avec le recul, comment ne pas voir dans ces déclarations autant de dérapages contrôlés visant à "faire tomber les tabous", comme le préconise Manuel Valls, c'est-à-dire à préparer les esprits à des réformes touchant aux fondamentaux historiques de la gauche ? Six mois plus tard, une "modernisation du dialogue social" est en discussion entre organisations syndi-

cales et patronales. Il y est question, sous l'impulsion du Medef, d'une suppression des délégués du personnel, des comités d'entreprise (CE) et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), pour les remplacer par une instance unique aux prérogatives réduites, le conseil d'entreprise.

Pour l'instant et fort heureusement, les négociations ont achoppé. Mais face à l'échec de la voie paritaire, le gouvernement a décidé de se saisir de la réforme pour procéder directement par voie législative. A quelle sauce les salariés doivent-ils s'attendre à être mangés ?

Supprimer le droit spécifique du travail

Les discussions menées sur un second front, celui de la loi Macron, en donnent une indication sérieuse – et plutôt inquiétante. Outre l'extension du travail le dimanche et la création de zones touristiques internationales, le projet de loi recèle de nombreuses mesures peu rapportées dans les médias, mais dont la portée est loin d'être anecdotique. D'abord sur les licenciements collectifs : si la loi était adoptée en l'état, l'indemnisation des salariés en cas de plan social ne relèverait plus du groupe mais de la filiale concernée, déresponsabilisant la maison-mère et facilitant le sabotage délibéré de certains établissements. Autre signal résolument *pro-business* : le délit d'entrave à l'action des IRP ne serait plus sanctionné par une peine de prison.

La loi Macron s'attaque aussi au règlement des litiges entre employeurs et salariés. Côté prud'hommes, la réforme vise à "simplifier" le fonctionnement des tribunaux, mais sans hausse de moyens. Ici, les dispositions adoptées ne semblent satisfaire personne, pas même le patronat. Enfin, cerise sur le gâteau, le III de l'article 83 introduit discrètement la possibilité d'un règlement à l'amiable entre employeur et salarié, en amont de toute saisie des prud'hommes et par simple convention. Un *retour au code civil* pour l'ancien inspecteur du travail Gérard Filoche, qui voit dans cet article une tentative, ni plus ni moins, de *supprimer le droit spécifique du travail*.

Ne plus perdre sa vie à la gagner !

Suite au délitement de leur majorité, MM. Valls et Macron ont eu recours au 49-3 pour faire adopter leur texte en première lecture à l'Assemblée. La loi

EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE LES OFFICIELS ALGÉRIENS RASSURENT LA POPULATION



DILEM

Nadia Khiari et Ali Dilem

Nadia Khiari est une dessinatrice tunisienne, également peintre, enseignante en arts plastiques et directrice artistique d'une galerie d'art. Son chat, Willis From Tunis est né le 13 janvier 2011, durant le dernier discours de Ben Ali, juste avant sa fuite. Plus de quatre ans après ces événements, le chat Willis continue aujourd'hui à croquer l'actualité tunisienne sur un ton d'humour grinçant.
<https://www.facebook.com/willis.fromtunis>

Ali Dilem est un dessinateur de presse algérien. Il publie ses caricatures dans le quotidien algérien Liberté et sur la chaîne francophone TV5. Son humour souvent très noir et son irrévérence sont uniques. Il n'a aucun tabou : le président algérien, les généraux, les fanatiques islamistes... Les valeurs de Dilem sont claires, pour les droits de l'Homme et la liberté d'expression, contre tous les extrémismes et les dictatures. A ce jour, il cumule une cinquantaine de procès en diffamation intentés par les autorités et neuf années de prison, sans compter de nombreuses amendes.

Merci à eux pour leurs dessins !

Marseille accueille la prochaine Université d'été d'Attac

Après une édition exceptionnelle – car européenne – de l'Université d'été à Paris en août 2014, c'est à l'Université Saint-Charles de Marseille que se déroulera la prochaine grande rencontre de l'association, du mardi 25 au vendredi 28 août 2015. Réservez ces dates et rejoignez les centaines de personnes attendues dans la cité phocéenne ! Adhérent.e.s, militant.e.s, sympathisant.e.s, membres des organisations fondatrices d'Attac, partenaires... se retrouveront pour se former, expérimenter et débattre.

Depuis plusieurs années, devant la gravité de la crise dans toutes ses dimensions (économique, sociale, écologique et politique), s'impose l'idée que les alternatives doivent se construire démocratiquement, dans le creuset des expériences sociales concrètes, sans lesquelles tout changement institutionnel et politique échouerait. C'est ce dont nous débattons dans le cadre des dizaines d'ateliers et forums qui seront proposés au programme de l'Université d'été. L'enjeu est d'autant plus crucial que les intégrismes, et même le terrorisme, se nourrissant du terreau de la crise, s'en prennent directement aux fondements de la démocratie, des libertés et de la paix. L'Université d'été s'ouvrira le mardi 24 août après-midi avec une plénière portant sur la mise en perspective de la situation en Grèce suite à la victoire de Syriza ; elle se conclura le vendredi 28 août après-midi par une plénière ouvrant sur des mois intenses de mobilisation pour la justice climatique dans la perspective de la Conférence sur le climat (COP21), qui aura lieu fin décembre à Paris.

Toutes les informations sur :
<http://universite.attac.org/2015>

devra encore obtenir une majorité au Sénat, puis en commission mixte, avant un éventuel retour devant les députés. De l'issue de cette bataille incertaine dépendra probablement l'introduction ou non par le gouvernement de nouvelles "réformes structurelles" d'ici fin 2015. Le Premier ministre aura-t-il les coudées franches pour conduire son projet d'assouplissement des 35 heures et du contrat à durée déterminée ? Osera-t-il s'attaquer, comme le réclame déjà son ministre de l'Economie, aux conditions d'indemnisation des chômeurs ? Confrontés à ces réformes, certains acteurs du mouvement syndical et de la santé au travail ont lancé une campagne, sous forme de pétition en ligne. Chaque semaine qui passe voit se multiplier les attaques du patronat et du gouvernement contre les droits sociaux [...]. Au nom d'une soi-disant "rationalisation" des coûts, les logiques organisationnelles aujourd'hui à l'œuvre [...] contribuent à aggraver l'exploitation des corps et à dégrader de manière profonde la santé de nombreux travailleurs. Ils en appellent donc à une mobilisation et à l'organisation d'états généraux pour défendre et améliorer les droits collectifs des travailleurs en matière de santé au travail... Pour ne plus perdre sa vie à la gagner !

Thomas Clerget, journaliste

18 avril 2015 : journée mondiale d'action contre les traités des multinationales

Attac France et des centaines d'organisations dans le monde appellent à une journée de mobilisation contre les traités de libre-échange et d'investissement, le samedi 18 avril 2015. Après la journée européenne "Stop TAFTA, CETA, TiSA" du 11 octobre 2014, nous sommes alliés aux mouvements sociaux nord et sud-américains, africains, ainsi que de l'ensemble de la région Asie-Pacifique et du Moyen-Orient.

Attac, ses comités locaux et les 124 collectifs locaux Stop TAFTA seront présents dans toute la France pour multiplier les actions, impliquer et mobiliser sur tous les territoires contre les traités de libre-échange et pour un nouveau modèle économique et commercial, qui serve les droits des peuples et respecte l'environnement.

Pour en savoir plus, rejoindre ou proposer une action www.collectifstoptafta.org

de l'OMC au Tafta, les naufragés du libre-échange

Attac, éditions Les Liens qui libèrent, avril 2015

En négociant des accords de libre-échange, l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada veulent reformuler les règles sociales et écologiques au bénéfice des multinationales, de part et d'autre de l'Atlantique. Ce coup de force mettrait la démocratie sous tutelle. Car nos Etats ont délibérément choisi de se soumettre à des mécanismes (arbitrage privé, coopération réglementaire) qui font primer la protection des "investisseurs" sur l'intérêt général. Comment en est-on arrivé là ?

Pour le comprendre, *Les Naufragés du libre-échange* resitue ces négociations dans l'histoire et les méandres de la mondialisation commerciale. Ce livre, publié par Attac, débouche sur des pistes concrètes pour sortir de ce dogme destructeur dans lequel nos élites sont plus que jamais enfermées. Il appartient aux mouvements sociaux d'inventer de nouveaux modèles d'échange qui renforcent les solidarités internationales, facilitent la transition écologique et sociale, et promeuvent la démocratie au lieu de la saper.

Vous pouvez commander le livre sur <http://attac.org/l/livretafta>



Le 7 mars 2015, pour le lancement d'édition 2015 de son "kit-anti requins", des militant.e.s d'Attac ont procédé à une réquisition citoyenne à l'agence BNP Paribas de Paris Voltaire, photo Stéphane Dupont

un nouveau blog pour suivre l'actualité du TAFTA, du CETA et des autres accords

La politique commerciale de l'Union européenne (UE) se cache depuis des années derrière son opacité et sa complexité. Au-delà des accords transatlantiques TAFTA et CETA (UE-Etats-Unis et UE-Canada), près d'une dizaine d'autres traités, souvent avec des pays du Sud, sont en cours de négociation et encore largement dans l'ombre. Afin d'expliquer les accords de libre-échange et les batailles politiques qui les entourent, Attac et l'Aitec animent un nouveau blog www.libre-echange.info Des articles de veille et d'analyse, ainsi qu'une rubrique de questions-réponses, s'appliquent à détricoter la complexité des politiques commerciales, pour renforcer nos luttes.

une grande rencontre euro-méditerranéenne sur l'eau à Marseille (GREMME)

Les 6 et 7 février, le GREMME a réuni 500 personnes environ autour d'une trentaine d'ateliers. L'eau comme bien commun était au centre des débats, les citoyens exigeant de ne pas se laisser dicter la loi par les multinationales. C'est par le respect de la démocratie dans la gestion que l'on peut assurer un accès à l'eau égal pour tou.te.s et stopper les utilisations excessives des ressources, néfastes pour les communautés (rivières et mer réceptacles de pollutions diverses, usages abusifs par l'agriculture industrielle et l'extractivisme, etc). Des camarades algériens, marocains et tunisiens ont notamment participé aux débats, témoignant des dégâts causés par les projets d'exploitation de gaz de schiste dans le Maghreb. Jacqueline Balvet



“Nous pouvons remporter de grandes victoires”

Entretien avec Naomi Klein, auteur de *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* (Actes Sud)

Si nous voulons espérer maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C, nous devons veiller à ce que les émissions cumulées globales de gaz à effet de serre ne dépassent pas les 1 240 gigatonnes en 2050. Or les réserves de combustibles fossiles actuellement exploitées (ou en passe de l'être) représentent plus de 3 000 gigatonnes d'émissions potentielles. Nous n'avons donc pas d'autre solution que de traduire la revendication “Laissons le charbon, le gaz et le pétrole dans le sol” en actes – et en politiques publiques. Un défi insurmontable ? Bien au contraire ! La campagne mondiale pour le désinvestissement des combustibles fossiles, à laquelle Attac s'est associée en France, connaît de nombreux succès. Retour sur cette campagne avec Naomi Klein, journaliste et essayiste canadienne, dont le dernier ouvrage *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique* vient de paraître chez Actes Sud.

Le prix du baril de pétrole a considérablement chuté, passant sous la barre des 60 dollars (contre 100 dollars avant l'été). Quelles seront les conséquences de cette chute ? Est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle ?

Ces moments sont souvent des catalyseurs de mauvais changements. Dans les domaines du changement climatique et de l'énergie, rien n'est déterminé à l'avance. On ne peut pas prévoir si un prix du pétrole très bas va porter préjudice ou au contraire favoriser le mouvement pour le climat. Si nous n'agissons pas, il est probable qu'un prix bas va plutôt contrecarrer, pour des raisons purement économiques, toute action climatique sensée. Quand le pétrole est bon marché, les gens réagissent en consommant davantage. On le voit déjà avec certaines tendances, comme le retour des véhicules 4x4. La chute des prix est donc plutôt une mauvaise nouvelle. Nous sommes cependant véritablement arrivés à un tournant. Si l'on met en place les mesures politiques

et économiques adéquates, ce pourrait être le bon moment pour mettre un terme aux énergies fossiles et pour faire pression en faveur d'une économie décentralisée et basée sur les énergies renouvelables.

Quel bilan peut-on dresser du travail de sensibilisation sur le changement climatique entrepris depuis une décennie ?

Quand vous affrontez les compagnies les plus riches de la planète, on ne peut pas dire que le combat soit équitable. En revanche, quand leurs propres investisseurs se mettent à douter, je pense qu'il y a moyen de remporter de grandes victoires pour mettre un terme aux nouvelles ambitions des combustibles fossiles, avec notamment l'arrêt de la fracturation hydraulique, ainsi que celui des forages dans l'Arctique. Tout cela est très lié à la logique du mouvement de désinvestissement – une bataille que nous n'allons pas gagner d'un seul coup.

Que souhaitez-vous au mouvement pour le climat en 2015 ?

La Conférence de 2015¹ représente l'occasion de rassembler nos mouvements afin de discuter tous ensemble. Ce que je souhaite, c'est que le mouvement ouvrier, le mouvement contre les coupes budgétaires, le mouvement pour le climat travaillent réellement ensemble pour formuler une demande cohérente en faveur d'une transition équitable, en s'appuyant sur le choc des prix pétroliers comme d'un catalyseur.

La campagne, appelant les investisseurs à se désengager financièrement des secteurs pétroliers, gaziers et du charbon pour qu'ils arrêtent de brûler du carbone, marque-t-elle un tournant ?

Lorsque nous avons eu l'idée d'un mouvement national, puis international, de désinvestissement des combustibles fossiles, il existait déjà des initiatives au sein de quelques universités, encouragées à se désinvestir du charbon. En revanche, il n'y avait pas encore eu d'appel général au désinvestissement des combustibles fossiles. L'étude *Carbon Tracker Research* montre que l'industrie des combustibles fossiles possède cinq fois plus de dioxyde de carbone en réserve que ne peut absorber l'atmosphère. En le laissant inexploité, nous avons une chance de maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Cette étude nous a montré que c'est eux ou nous. Voilà l'enjeu. C'est de là qu'est née l'idée du désinvestissement. En outre, lorsque l'on dit que le secteur des combustibles fossiles est peu scrupuleux et que nous montrons que son plan de développement est en conflit avec la vie sur terre, nous créons un champ intellectuel et politique où il est plus facile de taxer les profits, d'augmenter les royalties et, même en cas de résistance trop forte, de nationaliser les sociétés en question. Il ne s'agit pas juste de condamner ces sociétés, nous avons aussi un droit sur leurs activités.

Propos recueillis par May Boeve
traduction Elise Gherrak (350.org)

La version longue de cette discussion a été publiée par Ivan du Roy sur Bastamag.net

Le livre de Naomi Klein peut être commandé sur <http://attac.org/livreklein>



Un mouvement climatique sans précédent

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la France accueille, au Bourget, la 21^{ème} Conférence sur le changement climatique. Ces négociations doivent être l'occasion de mettre l'ensemble des gouvernements et collectivités devant leurs responsabilités et leurs contradictions. Au-delà des discours et des engagements rarement suivis d'effets, des politiques de transition écologique et sociale doivent s'enclencher à tous les niveaux : international, régional, national et local.

“Paris 2015” doit surtout être une étape majeure en vue de la construction d'un mouvement pour la justice climatique sans précédent. Ce sera une caisse de résonance pour faire avancer nos luttes. Nous ne nous apitoierons pas sur les piètres résultats des négociations. En décembre, à Paris, nous porterons un message clair : nous, associations, syndicats, mouvements sociaux, citoyen.ne.s, sommes uni.e.s face au changement climatique et à ses responsables, multinationales et gouvernements. Nous sommes déjà engagés dans des processus d'élargissement des alternatives locales, notamment dans les Alternatiba, et, quels que soient les résultats de la “bataille de Paris”, nous nous engageons à poursuivre la lutte en 2016 et au-delà.

Dans cet article, nous vous proposons un tour d'horizon des temps forts prévus dans les mois à venir pour atteindre ces objectifs.

Les mobilisations sont portées par la Coalition Climat 21, qu'Attac a contribué à mettre sur pied et dans laquelle nous sommes fortement impliqués. La coalition compte plus de 100 organisations membres : des syndicats, des associations de défense de l'environnement, des droits humains, de solidarité internationale, des groupes de foi, des organisations de jeunesse... Les 14 et 15 février 2015, un week-end de préparation a réuni plus de 300 militant.e.s à Créteil. Les participant.e.s y ont proposé et animé des dizaines d'ateliers. Le dynamisme de ces rencontres traduit le fort investissement des organisations membres de la coalition et de nombreux groupes et militant.e.s locaux. Un investissement qui ne se dément pas au niveau international, comme nous avons pu le constater

lors des réunions organisées avec nos partenaires internationaux à Tunis durant le Forum social mondial.

30 & 31 mai : 1 000 initiatives pour le climat

Le dernier week-end de mai sera le premier grand moment de mobilisations décentralisées en France et à l'étranger sur la route de Paris 2015 : les causes et les responsables des dérèglements climatiques seront principalement ciblés. Un kit de mobilisation, des supports de communication et une carte des initiatives sont disponibles sur le site de la Coalition. Coté Attac, nous prévoyons notamment des actions contre le requin Total, qui tient son Assemblée générale le 29 mai. Un appel à mobilisations a été lancé fin mars. Nous invitons nos comités locaux, nos adhérents et sympathisants à répondre à cet appel en initiant des rencontres, en lien avec les luttes locales, dans les villes, villages, quartiers, lieux de travail et d'étude pour échanger et construire un grand mouvement citoyen qui impose des choix politiques à la hauteur des enjeux.

26 & 27 septembre : le week-end des alternatives

Au cours de ce week-end, nous appelons à promouvoir les alternatives citoyennes en faveur d'une transition écologique, sociale et démocratique sur l'ensemble du territoire. Ce week-end sera marqué par l'arrivée du tour-tandem d'Alternatiba à Paris, à l'occasion d'Alternatiba Ile-de-France. D'autres Alternatiba se tiendront en région. C'est aussi le week-end choisi pour la seconde édition de la “journée de la transition”, organisée par le collectif pour une transition citoyenne, dont Attac est membre.

28 & 29 novembre : marches historiques pour la justice climatique

Pour exprimer l'urgente nécessité de politiques ambitieuses en faveur de la lutte contre les dérèglements climatiques, nous nous mobiliserons massivement à Paris et dans de nombreuses villes de France et du monde, ces samedi 28 et dimanche 29 novembre. L'objectif : mettre le maximum de monde en mouvement en organisant les plus grandes marches pour la justice climatique de l'histoire.



Pierre Baelen, Greenpeace

30 novembre – 11 décembre : multiplions les actions et initiatives à Paris

Les négociations sur l'aéroport du Bourget seront l'occasion de multiplier les initiatives et actions thématiques. Pendant les quinze jours du sommet, la Coalition Climat 21 s'efforcera d'accueillir dans les meilleures conditions des délégations venues de France et d'ailleurs, notamment les caravanes de marcheurs, de pèlerins et de cyclistes. Des espaces de convergence et de débats seront ouverts pour l'organisation de forums et d'un village mondial des alternatives. Lors de la seconde semaine des négociations, du lundi 7 au vendredi 11 décembre, les ministres et les chefs d'Etat arriveront progressivement sur Paris, faisant ainsi grimper la tension dramatique et médiatique. Ce sera l'occasion de multiplier les actions visant les multinationales, leurs lobbies et les avocats des fausses solutions.

12 décembre : changeons le système, pas le climat

Que les négociations se terminent le vendredi 11 décembre au soir ou qu'elles perdurent au-delà, nous refuserons le rôle de spectateurs et de commentateurs : nous imposerons dans l'espace public nos solutions, notre mouvement et ses perspectives. Le samedi 12 décembre, nous reprendrons alors la rue pour une action de masse, non violente et déterminée, rassemblant des dizaines de milliers de personnes. La colère née des errements et des limites des négociations viendra nourrir cette journée d'action et galvaniser les énergies : "vous, les gouvernements, vous parlez et négociez sans déboucher. Vous, les multinationales, vous orientez les négociations à votre profit. Nous, citoyen.ne.s, nous marchons et agissons pour changer de système. Nous ne vous lâcherons pas".

Ainsi, point de déception et de gueule de bois en fin des négociations, mais l'énergie et la détermination communiquées par des mobilisations citoyennes réussies.

Equipe de campagne COP21

Informations sur
<http://www.coalitionclimat21.org/>
<https://www.facebook.com/climat21>
 Twitter : @climat21

des actions le 29 mai pour l'Assemblée générale du requin Total

Total est l'un de nos trois requins 2015. Nous lui reprochons son implication dans les projets de gaz de schiste en Algérie. Fin janvier 2015, nous avons obtenu une première victoire symbolique, puisque Total a, en catimini, publié sur son site une information clé : "Le permis d'exploration d'Ahnet étant arrivé à échéance le 6 juin 2014, Total n'y est plus présent depuis cette date". Désormais, nous exigeons de Total l'engagement à ne pas s'impliquer dans les projets de gaz de schiste, non seulement à Ahnet mais aussi dans toute l'Algérie. Pour y arriver, nous nous mobiliserons à l'occasion de l'Assemblée générale (AG) des actionnaires de Total, prévue le 29 mai prochain au Palais des congrès de la porte Maillot à Paris. Nous mènerons des actions à l'entrée de l'AG et remettrons à tous les actionnaires le rapport "Total et le gaz de schiste en Algérie", rédigé par Basta! et l'Observatoire des multinationales. Nous vous invitons à mener des actions contre Total, partout en France, les samedi 30 et dimanche 31 mai dans le cadre de l'action : "1 000 initiatives pour le climat".

Attac Campus : une coordination nationale voit le jour

La coordination nationale Attac Campus a été lancée sous l'impulsion de membres des quatre groupes actuellement actifs (Lyon, Paris, Toulouse et Bordeaux), avec pour ambition de dynamiser les Attac Campus, de sensibiliser et mobiliser les jeunes, afin d'assurer une relève à Attac. Pour y arriver, il nous faut remédier à la principale difficulté : la durée de vie variable et faible des groupes et la faiblesse des effectifs. Cependant, les groupes existants ont su acquérir une vraie expérience militante à travers de nombreuses actions, ainsi qu'un savoir faire pour se renouveler. Tout en conservant une liberté et une indépendance, il nous semble important d'être intégré localement et non pas uniquement au campus. Ainsi, un lien entre les Attac Campus et les comités locaux est nécessaire et c'est ce que nous faisons dans nos villes respectives. Nous lançons également un appel à l'ensemble des comités locaux à nous faire parvenir les contacts de jeunes militant-es qui souhaiteraient se lancer dans l'aventure.

Pour les mois à venir, la coordination nationale s'est donnée comme objectifs prioritaires de mutualiser les outils militants, former ses membres et partager les expériences, établir des liens forts avec les comités locaux, mener des actions communes et organiser une tournée des facs. Des membres d'Attac campus sont prêts à se déplacer dans les nouveaux groupes pour les aider à se monter. La coordination Attac Campus compte se réunir régulièrement pour mener à bien ses objectifs.

contacts
attac-campus@attac.org
campus.attac.org
 les Attac Campus sont aussi sur les réseaux sociaux
 Facebook & Twitter

Réponses à quatre idées reçues sur la dette grecque

Malgré l'ingérence et la pression des dirigeants de l'Union européenne, le peuple grec a décidé de prendre son destin en main et d'en finir avec les politiques d'austérité qui ont plongé le pays dans la misère et la récession. Dans les pays victimes de la Troïka, mais aussi dans de nombreux autres pays européens, cette victoire est perçue comme un formidable encouragement à lutter pour mettre un terme à des politiques profitables aux marchés financiers et désastreuses pour les populations.

A mesure que les négociations vont se durcir entre la Grèce et la Troïka, la propagande va s'intensifier et notre travail d'éducation populaire sur la question de la dette publique va devenir de plus en plus décisif. Pour contribuer à ce débat, voici des réponses à quatre idées reçues, véhiculées par les grands médias, sur la dette grecque.

Idee reçue No.1 : la dette grecque représenterait "une ardoise de 735 € par Français" (Le Figaro, 8 janvier), 636 € selon TF1 (2 février)

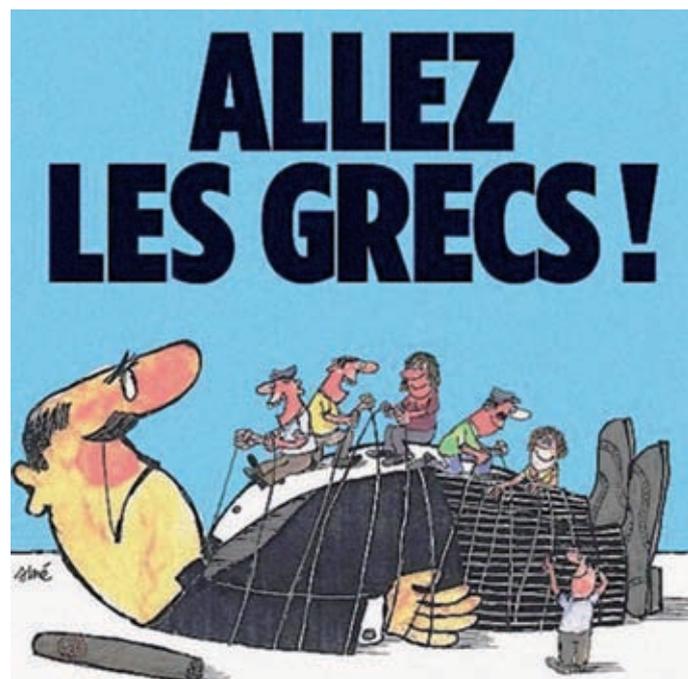
Pourquoi c'est faux. La France est engagée à hauteur de 40 milliards d'euros par rapport à la Grèce : une petite partie a été prêtée à ce pays dans le cadre de prêts bilatéraux, le reste étant apporté en garantie au Fonds européen de solidarité financière¹ (FESF), lequel a emprunté sur les marchés financiers pour prêter à la Grèce.

Dans les deux cas, ces prêts sont déjà comptabilisés dans la dette publique française. Leur annulation n'augmenterait donc pas la dette.

La France devra-t-elle déboursier ces sommes en cas d'annulation de la dette grecque ? Non, car en fait la France, comme la plupart des pays, ne rembourse jamais vraiment sa dette. Lorsqu'un emprunt vient à échéance, la France le rembourse en empruntant de nouveau. On dit que l'Etat fait "rouler sa dette".

La seule chose que perdraient les contribuables français, ce sont les intérêts versés par la Grèce, soit 15 euros par Français et par an².

La Banque centrale européenne (BCE) pourrait résoudre facilement le problème de la dette grecque. Elle pourrait rayer d'un trait de plume les 28 milliards d'euros qu'elle détient. Elle pourrait racheter aux institutions publiques (Etats, FESF) les titres grecs qu'elles détiennent, et les annuler également. Ou bien les transformer – comme le demande la Grèce – en obligations perpétuelles, avec un taux d'intérêt fixe et faible, et pas de remboursement du capital.



Idee reçue No.2 : "La Grèce devra rembourser sa dette" (Michel Sapin, 2 février) ; "Rembourser est un devoir éthique pour un Etat de droit" (Marine Le Pen, 4 février)
Pourquoi c'est faux. Sauf rares exceptions, un Etat ne rembourse pas sa dette : il ré-emprunte pour faire face aux échéances. Au budget de l'Etat figurent les intérêts de la dette, jamais la somme empruntée (le principal). Contrairement à un particulier, l'Etat n'est pas mortel, il peut s'endetter sans fin pour payer ses dettes. C'est la différence avec l'emprunt d'une famille qui, elle, est obligée de rembourser sa dette.

Mais quand les marchés financiers ne veulent plus prêter à un Etat, ou exigent des taux d'intérêt exorbitants, les choses se gâtent. C'est pourquoi en 2011, quand les banques ont pris peur devant les difficultés de la Grèce, la BCE et les Etats européens ont dû lui prêter.

C'est ce qui leur permet aujourd'hui d'exercer un brutal chantage en menaçant de couper les crédits à la Grèce si son gouvernement maintient les mesures anti-austérité promises aux électeurs : hausse du SMIC et des retraites, ré-embauche des fonctionnaires licenciés, arrêt des privatisations.

Chacun sait – même le FMI et la BCE – que l'actuel fardeau de la dette est trop lourd pour la Grèce. Une renégociation est nécessaire, portant sur une annulation partielle, sur les taux d'intérêt et l'échéancier. Il faut pour cela une conférence européenne sur la dette, comme ce fut le cas en 1953 pour celle de la République fédérale allemande.

Idee reçue No.3 : La Grèce, c'est une "administration pléthorique, 7 % du PIB contre 3 % en Europe", qui éprouve une "difficulté à lever l'impôt et à maîtriser les dépenses" (Claudia Senik, Paris School of Economics)

Pourquoi c'est faux. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les fonctionnaires représentaient en Grèce 7 % de l'emploi total en 2001, et 8 % en 2011, contre 11 % en Allemagne et 23 % en France (incluant la sécurité sociale). Les dépenses

publiques de la Grèce représentaient, en 2011, 42 % du produit intérieur brut (PIB) contre 45 % en Allemagne et 52 % en France.

Mais alors pourquoi, dès 2007, avant même la crise financière et la récession, la dette publique grecque atteignait-elle déjà 103 % du PIB, faisant du pays le maillon faible de la zone euro aux yeux des marchés financiers ? Une étude récente³ montre que la flambée de la dette grecque ne résulte pas du tout d'une gabegie de fonctionnaires et de prestations sociales. Les dépenses sont restées globalement constantes en pourcentage du PIB, de 1990 jusqu'à 2007.

Comme en France, ce sont les taux d'intérêt excessifs et les cadeaux fiscaux qui ont gonflé la dette⁴. Les taux d'intérêt exigés par les prêteurs entre 1990 et 2000 ont été extravagants : en moyenne 7,5 %, pour une croissance du PIB de 2,5 %. D'où un effet "boule de neige" : l'Etat grec s'est endetté pour payer cette hausse incontrôlée des intérêts.

Concernant les recettes publiques, dès l'entrée dans la zone euro en 2001, les riches Grecs ont fait la fête : entre 2004 et 2008, la Grèce a réduit les droits de succession, diminué par deux fois les taux d'imposition sur le revenu et décrété trois lois d'amnistie fiscale pour les fraudeurs⁵. Au total, avec des taux d'intérêt "raisonnables" et un simple maintien des recettes publiques, la dette grecque aurait été deux fois plus faible en 2007. Depuis lors, c'est essentiellement l'imposition de mesures drastiques d'austérité qui a contribué à l'explosion de la dette en provoquant une grave récession.

Idée reçue No.4 : "L'austérité, ça paye ! La Grèce repart en trombe. Selon les dernières prévisions de Bruxelles, la croissance sera cette année de 2,5 % en Grèce et 3,6 % l'année prochaine, ce qui fera d'Athènes le champion de la croissance de la zone euro ! [...] Bref, au risque de choquer : la détestée Troïka a fait du bon boulot !" (Alexis de Tarlé, JDD, 8 février)

Pourquoi c'est faux. Les Grecs seraient-ils stupides d'avoir mis fin à une politique qui marchait si bien ? En 2014, le PIB de la Grèce est inférieur de 25,8 % à son niveau de 2007. L'investissement a chuté de 67 %. Le taux de chômage est de 26 %, alors même que nombre de jeunes et de moins jeunes ont dû quitter leur pays pour trouver un emploi. 46 % des Grecs sont au-dessous du seuil de pauvreté. Quant aux prévisions de Bruxelles, à l'automne 2011, elles annonçaient déjà la reprise pour 2013. Finalement, le PIB grec a chuté de 4,7 % cette année-là. Quel bon boulot !

Tous les économistes honnêtes le reconnaissent maintenant. Les politiques d'austérité imposées par les institutions européennes ont été catastrophiques pour la Grèce et l'ensemble de la zone euro. Elles ont plongé ces pays dans le chômage et la déflation. Les déficits ont certes été réduits, mais avec un coût social et économique monstrueux.

Et la dette a continué d'augmenter ! Pour la zone euro, elle est passée de 65 % à 94 % du PIB entre 2008 et 2014. L'austérité n'a pas payé, elle a au contraire enfoncé le continent dans la crise. En réduisant les impôts des hauts revenus et des sociétés, les Etats ont creusé les déficits, puis ont emprunté aux riches pour financer ces fameux déficits. Moins d'impôts payés d'un côté, plus d'intérêts perçus de l'autre, c'est le bingo pour les plus riches !

Conclusion

En Grèce comme dans les autres pays européens, l'effet des politiques d'austérité est le même : toujours plus de chômage, et toujours moins d'investissements publics pour préparer l'avenir. C'est la leçon du calvaire grec. Y mettre fin bénéficierait à toutes et à tous, car il faut stopper la récession que l'austérité crée partout et tirer les leçons de la crise pour s'engager dans un autre modèle de développement.

Ce travail autour des idées reçues sur la dette grecque est réalisé par le Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique.

Frédéric Lemaire en a ici assuré le résumé.

Possibilité de commander "Grèce : petit guide contre les bobards médiatiques" sur www.france.attac.org

1 Le FESF, Fonds européen de solidarité financière, créé en 2010, vise à préserver la stabilité financière en fournissant une assistance financière aux Etats de la zone euro. Cette aide est conditionnée à l'acceptation de plans d'ajustement structurel. Il a été remplacé par le Mécanisme européen de solidarité (MES) en 2012

2 Ivan Best, *La Tribune*, 5 février

3 Voir <http://goo.gl/ZoxQSU> qui reprend la méthodologie du rapport du Collectif pour un audit citoyen de la dette

4 *Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France*, mai 2014, <http://goo.gl/V1xVzv>

5 Etudes économiques de l'OCDE, Grèce 2009

quelques références

Site du collectif pour un audit citoyen de la dette : <http://www.audit-citoyen.org>

Petit guide de résistance à l'Europe austéritaire, Attac France, avril 2014

Questions sur la dette grecque par Pierre Khalfa : <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/040215/questions-sur-la-dette-grecque>

La dette grecque, une histoire européenne... par Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak : <http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/la-dette-grecque-une-histoire-europeenne/>

Cinq mensonges sur la dette grecque par Thierry Brun : <http://www.politis.fr/Cinq-mensonges-sur-la-dette.30128.html>

Syriza cernée par Frédéric Lordon : <http://blog.mondediplo.net/2015-02-06-Syriza-cernee>

Poker ? Backgammon ? Bras de fer ? La partie grecque décryptée sur Arrêt sur images (émission sur abonnement) : <http://www.arretsurimages.net/emissions/2015-02-13/Le-corps-dirigeant-europeen-a-vu-arriver-Syriza-comme-des-zozos-id7480>

La bien triste Europe de monsieur Leparmentier par Romaric Godin : <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20150206trib083b894c/la-bien-triste-europe-de-monsieur-leparmentier.html>

Dialogues sur la religion

Mehran Tamadon, Iranien athée vivant en France, se met en scène dans son documentaire *Iranien*. Il a invité quatre mollahs, partisans de la République islamique d'Iran, à passer deux jours avec lui afin de dialoguer sur la possibilité d'un "vivre ensemble". Face à ces brillants orateurs, étonnamment sympathiques et joyeux, Tamadon peine souvent à faire valoir son point de vue sur la religion, la laïcité, la liberté, la musique, les femmes... Deux visions du monde se dessinent, apparemment irréconciliables. La discussion nous invite à réfléchir au dévoiement de la notion de laïcité, aux limites de notre tolérance, à nos propres contradictions. Dans *Timbuktu*, Abderrahmane Sissako choisit le biais de la fiction. Il oppose la beauté et la poésie à la violence aveugle de ceux qui se revendiquent djihadistes, ces occupants, venus d'ailleurs, pour soustraire aux populations locales maliennes leur liberté de conscience, leurs libertés tout court. Musique, cigarettes et football sont strictement interdits. Les femmes ont obligation de se voiler et de porter des gants. Les sanctions sont impitoyables : coups de fouet, lapidations. L'intransigeance de ces hommes semble d'autant plus illégitime qu'eux-mêmes agissent comme des voyous. "Où est Dieu dans tout ça ?", s'interroge à juste titre un imam.

Le but de la religion ne peut être d'empêcher la cohabitation avec d'autres convictions, ni d'encourager ou de justifier l'usage de la violence. On comprend bien que l'intégrisme religieux sème la terreur à des fins politiques et stratégiques. Peut-être le fondamentalisme grandissant est-il aussi la réponse à des humiliations subies, une réaction à certains méfaits occidentaux et à une idéologie qui se voudrait dominante. D'où l'importance de ne pas renoncer au dialogue.

Le Prix à payer

Le prix à payer, c'est celui de l'évasion fiscale : 10 à 15 % du patrimoine financier mondial qui échappe à l'impôt. Il n'est pas sûr que les militants d'Attac apprennent ce qu'ils ne savent déjà. Mais comme le film bénéficie d'une sortie un peu plus large que d'habitude pour un film qualifié "d'engagé", ne boudons pas notre plaisir. D'autant que l'approche pédagogique du film, découpé en chapitres, agrémenté de graphiques et d'images d'archives, est efficace. Et la qualité des personnalités interrogées, experts, militants associatifs ou "insiders", indéniable.

En démontant les mécanismes de l'évasion fiscale, Harold Crooks entend démontrer que l'avenir des démocraties est en jeu. Il ne lésine pas sur la dramatisation. Le cataclysme imminent est un bon ressort cinématographique.

L'évasion fiscale n'est "pas forcément illégale, mais toujours immorale", résume Margaret Hodge, présidente du Comité des comptes publics de la Chambre des communes.

Et ensuite ? Le film s'arrête là où nous aimerions qu'il commence.

Le Président Schultz n'aurait pas encore vu le film ? La Conférence des Présidents au Parlement européen a en effet rejeté, le 5 février dernier, la demande d'une commission d'enquête parlementaire sur les pratiques fiscales déloyales (au profit d'une "commission spéciale", moins contraignante pour les Etats-membres) !

par Eve-Marie Bouché, Sylvie Agard et Bertrand Abhervé

Le prix à payer

film de Harold Crooks, 2014

Iranien

film de Mehran Tamadon, 2014

Timbuktu

film de Abderrahmane Sissako, 2014

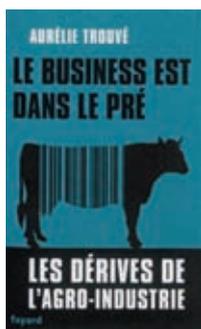
La petite dette qui monte qui monte

Un film de Nathalie Loubeyre, 2014, 45 min

A l'heure où la "crise de la dette" est brandie un peu partout comme alibi à la destruction de notre modèle social, ce film est conçu comme un moyen d'auto-défense intellectuelle. Les interventions à contre-courant d'économistes hétérodoxes sont ponctuées d'extraits d'un spectacle de Christophe Aléviève et d'actions de rue d'un comité local parisien d'Attac. Un petit film qui constitue une introduction pertinente à un débat sur le sujet.

Contact : nathalie.loubeyre@free.fr





Les vaches auront-elles encore des cornes ?

Aurélien Trouvé signe un livre qui est une véritable initiation à l'économie critique. En quatre chapitres bien trousseés, elle dresse un réquisitoire sans appel contre la transformation de l'agriculture en une gigantesque usine mondiale où s'entremêlent les intérêts des agriculteurs-managers (attention, ce ne sont pas des paysans !), des multinationales des semences et des OGM, des banques et des technocrates de la politique agricole commune européenne (PAC) et de l'Organisation mondiale du commerce.

Le modèle agro-industriel qui s'est imposé depuis une cinquantaine d'années est le produit direct de la mondialisation capitaliste, du forcing pour imposer un libre-échange intégral et de la dérégulation des marchés agricoles. Le résultat est un accaparement toujours plus grand des terres par des minorités. Et, en France, des fermes aux mille vaches ou mille truies fleurissent comme des champignons radioactifs, mais c'est encore pire aux Etats-Unis, où elles peuvent atteindre jusqu'à 10 000 têtes. Les impacts sur l'environnement sont catastrophiques et ceux sur l'emploi ne le sont pas moins. Quant à nourrir les 7 et bientôt 9 ou 10 milliards d'êtres humains, l'agriculture destructrice n'en est pas capable, parce qu'elle ruine l'agriculture paysanne et parce que son produit est inaccessible à ceux qui n'ont aucun pouvoir d'achat.

Aurélien Trouvé ne se contente pas d'énumérer les dégâts de l'agriculture productiviste. Elle les relie à l'évolution de l'économie mondiale. "Les semences et les terres sont des exem-

ples parmi d'autres de ressources accaparées à une vitesse folle par les grands investisseurs. Cet accaparement s'accompagne d'une financiarisation qui, elle aussi, a pris un envol rapide depuis quelques années. Toute entreprise, toute ressource de la nature, tout Etat, tout individu ou tout événement sur terre peuvent se trouver aujourd'hui adossés à des actifs financiers prompts à engendrer des bénéfices."

On ne doute pas que ce livre, sorti juste au moment du Salon de l'agriculture, va ravir les caciques du syndicalisme agricole majoritaire ! Ou bien l'imposteur socialiste (pardon, il est dans la ligne...) Pascal Lamy qui croit faire de l'esprit en se moquant des "locavores" qui veulent relocaliser le maximum d'activités agricoles. Ingénieur agronome de formation, Aurélien Trouvé s'inscrit dans le sillon tracé par les René Dumont et Marc Dufumier pour montrer que le business dans le pré n'est pas une fatalité. L'agriculture biologique et de proximité est possible, une autre PAC aussi pour cesser de distribuer 80 % des aides à 20 % des agriculteurs en fonction de la surface cultivée. Une régulation des marchés pour empêcher la spéculation sur les prix agricoles devient urgente, alors que le productivisme agricole des pays riches condamne à la faim ou à la malnutrition les plus pauvres. Bref, si les vaches ont de nouveau des cornes dans les prés, ce sera bon signe.

Jean-Marie Harribey

Aurélien Trouvé
Le business est dans le pré, les dérives de l'agro-industrie
 Fayard, 2015
 Disponible sur
<http://attac.org/l/livretrouve>

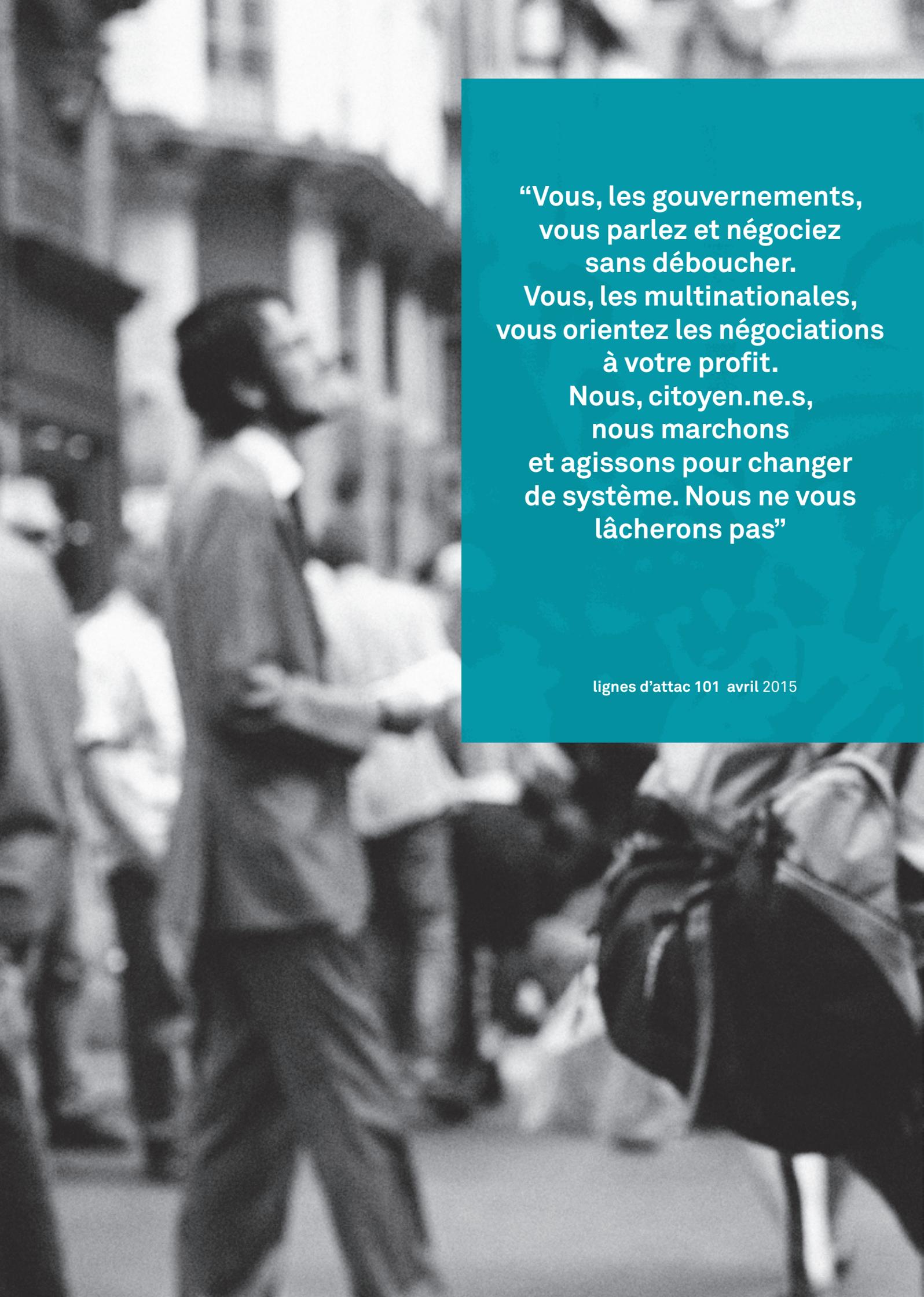


Envie de changer le monde en s'amusant ?

Joyeux Bordel, sorti le 11 mars, est la version française du livre américain *Beautiful Trouble* : seul partenariat transatlantique qui a de la gueule, ce manuel contient le savoir-faire, glané sur le front de l'activisme créatif, de dizaines de militants expérimentés. Quel est l'intérêt stratégique de l'action directe ? Comment organiser une *flash mob* ? Pourquoi montrer plutôt que dire ? Au lieu de recenser des recettes figées à reproduire, *Joyeux Bordel* nous fournit les meilleurs ingrédients. C'est ensuite à vous de cuisiner, à votre propre sauce, les multiples tactiques, principes et théories exposées. On y apprend notamment à penser nos actions de manière stratégique et à améliorer l'organisation de nos mouvements. Des exemples originaux d'actions revigorantes viennent éclairer tous ces conseils avisés. Jardiner dans le jardin de Bolloré en réponse à sa politique d'accaparement de terres en Afrique, c'est très amusant et bigrement efficace : renversez les rôles ! Et pourquoi la réoccupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a réussi ? A la fois manifeste du farceur, source d'inspiration et bouffée d'air frais militant, ce livre nous donne envie de sortir explorer de nouvelles voies pour faire que notre monde soit plus beau et plus juste.

Jean-Marie Malo

Andrew Boyd et Dave Oswald Mitchell
Joyeux bordel, tactiques, principes et théories pour faire la révolution
 Les Liens qui Libèrent, 2015
 Disponible sur
<http://attac.org/l/joyeuxbordel>



**“Vous, les gouvernements,
vous parlez et négociez
sans déboucher.
Vous, les multinationales,
vous orientez les négociations
à votre profit.
Nous, citoyen.ne.s,
nous marchons
et agissons pour changer
de système. Nous ne vous
lâcherons pas”**

lignes d'attac 101 avril 2015